



**Point de conjoncture du deuxième trimestre 2020**

**et perspectives pour le troisième trimestre**

Dans le cadre de ses travaux réguliers d’analyse et de suivi de la conjoncture, le Haut-Commissariat au Plan a élaboré son point de conjoncture trimestriel qui retrace les estimations pour le deuxième trimestre 2020 et les prévisions pour le troisième. Ce point a été élaboré sur la base des enquêtes réalisées par le HCP et les informations sous produites ou collectées auprès des autres sources publiées jusqu’à fin mai 2020. Il tient compte, également, des effets d’un assouplissement des mesures de confinement à partir du 10 juin 2020 et d’un redémarrage progressif des différentes activités économiques.

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

L’économie nationale se serait contractée de 13,8% au deuxième trimestre 2020, après une hausse de 0,1% le trimestre précédent, sous l’effet d’une baisse de 14,4% de la valeur ajoutée non-agricole et d’un repli de 6,1% de celle de l’agriculture. Au troisième trimestre 2020, la baisse de la valeur ajoutée hors agriculture s’atténuerait progressivement, avec la reprise des activités du commerce, du transport et des industries manufacturières, s’établissant à -4,1%. Compte tenu d’un abaissement de 5,9% de la valeur ajoutée agricole, l’activité économique régresserait de 4,6%, au lieu de +2,4% au troisième trimestre 2019.

**Baisse de la croissance économique mondiale au deuxième trimestre 2020**

Le choc provoqué par la pandémie du COVID-19 et les mesures de confinement et d’arrêts d’activité prises par différents pays auraient significativement affecté l’économie mondiale au cours du deuxième trimestre 2020. Pâtissant de la contraction de la demande interne et externe, l’activité économique dans la zone euro et aux Etats-Unis aurait chuté respectivement de 14,9% et 13,7%, en rythmes annuels.

Dans le sillage du reflux de la demande face à une offre abondante, les cours mondiaux des matières premières auraient sensiblement fléchi au deuxième trimestre 2020. Le cours du Brent se serait établi, en moyenne, à 31,4$/baril, en baisse de près de 54% en glissement annuel. Les cours du sucre et du maïs, matières premières utilisées pour la fabrication de biocarburants, se seraient, pour leur part, inscrits en baisse respectivement de 12,7% et 16,8%. Ceux des minéraux métalliques non précieux, particulièrement le fer, le cuivre et le zinc se seraient repliés de 7%, 12,5% et 28,7% respectivement. Dans ce contexte, l'inflation serait restée contenue dans les pays avancés. Le taux d'inflation aurait atteint respectivement +1,4% et +0,3% aux États-Unis et en zone euro, au lieu de +1,8% et +1,4%, un an auparavant.

**Repli sensible de la demande étrangère adressée au Maroc**

Dans le sillage du repli du commerce mondial des biens, la **demande étrangère adressée au Maroc** se serait infléchie de 18% au deuxième trimestre 2020. Dans ce contexte, les exportations, en volume, auraient reculé de 25,1%, au lieu de -3,1% un trimestre plus tôt, pénalisées par le repli des expéditions de la plupart des secteurs, en particulier de l'automobile, du textile et cuir et de l'aéronautique. Les importations se seraient, pour leur part, infléchies de 26,7%, impactées par le recul des achats des biens d'équipement, des produits énergétiques, des biens de consommation, des produits bruts et des demi-produits. En revanche, les importations des biens alimentaires se seraient orientées à la hausse, alimentées par les achats des céréales, des aliments de bétail et du sucre.

**Réduction de la demande intérieure**

Pâtissant des effets de la crisesanitaire du COVID-19, la demande intérieure aurait contribué négativement à la croissance au deuxième trimestre 2020. La consommation des ménages, en volume, se serait repliée de 6,7%, en variation annuelle, au lieu de +1,4% au trimestre précédent. Cette baisse aurait, particulièrement, concerné les dépenses des ménages en biens manufacturés, notamment celles de l’habillement et d’équipement ainsi que celles du transport, de la restauration et de loisirs. Les dépenses en biens alimentaires auraient conservé leur rythme de croissance tendanciel. La consommation des administrations publiques se serait, à l’inverse, affermie de 6%, portée par la hausse des dépenses de fonctionnement et des services sociaux. Quant à l’investissement, son évolution aurait été sensiblement tempérée par le ralentissement de l’investissement en produits industriels et le renforcement de l’atonie de l’investissement immobilier, dans un contexte d’arrêt des unités de production et de fort déstockage des entreprises. En variation annuelle, la baisse de l’investissement aurait atteint -49,4% au deuxième trimestre 2020, au lieu de -4,8% un trimestre plus tôt.

**Ralentissement des prix à la consommation**

L’**indice des prix à la consommation** aurait nettement ralenti pendant le confinement, affichant une hausse de 0,1% au deuxième trimestre 2020, au lieu de +1,4% un trimestre plus tôt. Cette décélération serait, principalement, due à la baisse de 0,3% des prix des produits non-alimentaires, en lien avec le reflux des prix des carburants. Le rythme de croissance des prix des produits alimentaires aurait également baissé, passant de +1,9% au premier trimestre à +0,9%, en glissements annuels. L’inflation sous-jacente, qui exclut les tarifs publics, les prix des produits frais et de l'énergie, après avoir été relativement modérée tout au long de l’année 2019, aurait légèrement repris en 2020, se situant à +0,9% au deuxième trimestre 2020, au lieu de +0,6% au cours de l’année 2019.

**Sensible contraction de l’activité économique nationale au deuxième trimestre 2020**

L’économie nationale aurait régressé de 13,8% au deuxième trimestre 2020, au lieu de +0,1%, un trimestre plus tôt. Cet abaissement serait attribuable à une contraction de 14,4% de la **valeur ajoutée des activités hors agriculture, au lieu de +0,9% un trimestre plus tôt. Le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance économique**, aurait régressé de 11,5% au deuxième trimestre 2020, au lieu de +1,6%, un trimestre auparavant, pâtissant de la contraction des activités commerciales, de transport, d’hébergement et de restauration. Seuls la communication et les services non-marchands seraient restés dynamiques, avec le renforcement des dépenses de fonctionnement. Dans le secteur secondaire, le rythme d’évolution serait passé à -14,3%, après +0,2% au premier trimestre. La baisse d’activité aurait été plus prononcée dans le BTP, l’électricité et dans l’industrie, particulièrement le textile, les IMME et les matériaux de construction. En revanche, l’agroalimentaire et la chimie auraient conservé leur rythme de croissance tendanciel.

L’activité **minière** aurait, pour sa part, montré une grande résistance face aux effets de la crise COVID-19. En variation annuelle, sa valeur ajoutée aurait progressé de 3,7% au deuxième trimestre 2020, grâce notamment à l’amélioration de l’extraction des minerais non-métalliques. La production du phosphate brut, qui avait quasiment stagné au premier trimestre 2020, aurait été plus soutenue en avril 2020, portée par une demande des industries locales de la chimie plus vigoureuse, en ligne avec l’expansion des quantités exportées des engrais. En dépit de la montée des incertitudes pesant sur la demande mondiale des fertilisants, les échanges internationaux des engrais phosphatés se seraient maintenus en hausse. En outre, les perturbations des chaines asiatiques d’approvisionnement mondial des matières premières des industries chimiques auraient favorisé une hausse de 7,4% des exportations nationales du phosphate brut.

Dans l**’agriculture**, les conditions climatiques se seraient améliorées avec une pluviométrie excédentaire de 86% au terme des mois d’avril et mai 2020, en comparaison avec la même période de 2019. Ce retour quasi-général des précipitations, qui avait succédé à une sécheresse hivernale sévère, n’aurait pas profité au développement de l’ensemble des productions agricoles. Ainsi, si globalement les perspectives de croissance des cultures maraichères de saison, sucrières et de certaines rosacés se seraient améliorées, les rendements des céréales, des légumineuses et des fourrages seraient restés faibles, pâtissant du déficit pluviométrique qui avait entravé leurs phases de floraison. Au niveau des activités d’élevage, l’amélioration des parcours végétaux combinée aux mesures de soutien des prix de l’orge et le report des échéances des crédits des agriculteurs auraient légèrement tempéré les pertes de trésorerie liées à la hausse des prix des autres aliments de bétail et à la fermeture des souks hebdomadaires de commercialisation du bétail, pendant la période de confinement. Les filières avicole et laitière seraient restées, ainsi, les principaux piliers de la dynamique de la production animale. Dans l’ensemble, et compte tenu du repli de la production végétale, la baisse de la valeur ajoutée agricole aurait atteint -6,1% au deuxième trimestre 2020, au lieu de -5% un trimestre auparavant.

**Accélération des créances sur l’économie**

La masse monétaire aurait évolué au rythme de 5,7%, au deuxième trimestre 2020, après +5,1% un trimestre auparavant, en glissements annuels. Le **besoin de liquidité** des banques se serait nettement creusé, à la suite de la hausse de la monnaie fiduciaire dans une conjoncture de confinement sanitaire de la population. Dans ce contexte, Bank Al-Maghrib aurait abaissé le taux de réserve obligatoire de 2% à 0% et augmenté significativement le volume de ses financements aux banques. Pour leur part, les avoirs officiels de réserve auraient progressé de 22,1%. Les créances nettes sur l’administration centrale auraient nettement augmenté, marquant une hausse de 7% de l’endettement monétaire du Trésor.

L’encours des **créances sur l’économie** se serait accru de 6,7%, au deuxième trimestre 2020, en glissement annuel, au lieu de +6% au premier trimestre. Cette évolution serait attribuable notamment à l’accélération des crédits à la trésorerie des entreprises. Dans le sillage de la décision de Bank Al-Maghrib d’abaisser son taux directeur de 50 points de base à 1,5% au mois de juin 2020, les taux d’intérêt sur le marché interbancaire auraient baissé de 33 points de base, en glissement annuel, se situant à 1,94%. Parallèlement, les taux auraient diminué sur le marché des adjudications des bons du Trésor. Les taux d’intérêt à 1 an et à 5 ans auraient reculé, en moyennes et en variations annuelles, de 6 et 12 points de base, respectivement.

**Recul persistant des indices boursiers**



Au deuxième trimestre 2020, le **marché des actions** aurait légèrement réduit ses pertes, par rapport au trimestre précédent, tout en affichant des variations baissières importantes, en lien avec la crise sanitaire du COVID-19, dont l’impact aurait été très marqué sur plusieurs secteurs cotés. Dans l’ensemble, les indices boursiers MASI et MADEX auraient baissé de 9,9% et 10,1% respectivement, en glissements annuels, après des replis de 11,1% et 11%, au trimestre précédent. La capitalisation boursière aurait régressé de 10,5% et 10,2% durant les deux trimestres successifs. Ces évolutions traduiraient, principalement, le recul des cours boursiers d’une grande partie des secteurs cotés, avec une forte contribution baissière des secteurs des ingénieries et des biens d’équipement industriels, de la sylviculture et papier, de la promotion immobilière, des loisirs et hôtellerie et du secteur des services aux collectivités. Les transactions sur le marché boursier auraient marqué un répit après une forte hausse au premier trimestre. Le volume des transactions y afférent aurait reculé de 38,3%, en variation annuelle.

**Atténuation de la baisse d’activité au troisième trimestre 2020**

Sous l’effet d’un déconfinement progressif, d’une réouverture des frontières et d’une reprise des activités de transport et du commerce, la croissance et les échanges mondiaux devraient se redresser légèrement au troisième trimestre 2020, bien que se situant toujours en dessous de leur tendance d’avant crise. Dans ce contexte, la **demande étrangère adressée au Maroc** s'améliorerait de 3% par rapport au deuxième trimestre 2020, mais sa baisse, en variation annuelle, se situerait à -15,6%. Les pressions inflationnistes devraient rester, quant à elle, contenues et seraient tributaires de l'évolution des cours internationaux des produits énergétiques et alimentaires dans un contexte de poursuite de la situation excédentaire de l'offre par rapport à la demande mondiale.

La **demande intérieure** se redresserait, pour sa part, modérément et lentement. La baisse de la consommation des ménages s’atténuerait pour atteindre -4,6%, dans le sillage d’une reprise des dépenses notamment en biens manufacturés. La consommation publique poursuivrait sa tendance haussière au rythme de 6%, en variation annuelle, portée par la dynamique des dépenses particulièrement sociales. L’investissement resterait globalement atone et sa reprise tarderait à se réaliser au troisième trimestre 2020.

La poursuite du repli de la demande devrait continuer à pénaliser les activités **hors agriculture**, entrainant une baisse de leur valeur ajoutée de 4,1%, en variation annuelle au troisième trimestre 2020. Dans le secteur secondaire, la baisse de l’activité atteindrait –5,8%. La contraction de la valeur ajoutée industrielle s’atténuerait avec la reprise des industries adressées au marché local, mais les perspectives du faible redressement de la demande étrangère continueraient de peser sur les industries orientées vers l’export, notamment les IMME. La consommation en énergie électrique se redresserait, également, dans le sillage du rétablissement graduel des activités industrielles et de transport ferroviaire.

Dans les **mines**, la baisse de la consommation agricole mondiale devrait brider la dynamique de la demande internationale de fertilisants, dans un contexte de faible performance économique mondiale. La production des minerais non-métalliques s’ajusterait à une demande extérieure moins vigoureuse, entraînant dans son sillage un ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée minière à +0,1%, au troisième trimestre 2020.

L’activité du secteur **tertiaire** serait portée par la dynamique des secteurs de la communication et des services non marchands, et dans une moindre mesure par la reprise des activités du commerce et du transport, alors qu’elle resterait peu dynamique dans les services évènementiels et dans l’hébergement. Dans l’ensemble, la valeur ajoutée du secteur tertiaire fléchirait de 1,6%, en variation annuelle, au lieu d’une hausse de 3,8% la même période de l’année précédente.

Quant aux **activités agricoles**, leur valeur ajoutée poursuivrait son repli au rythme de -5,9%, en variation annuelle. Cette baisse ne devrait pas, pour autant, s’accompagner d’une augmentation de l’inflation alimentaire. L’offre locale agricole, bien qu’en baisse par rapport à la même période de l’année passée, resterait excédentaire par rapport à la demande, notamment pour les maraichères, les cultures fruitières et les productions animales.

Dans l’ensemble et compte tenu du repli de 4,1% de la valeur ajoutée hors agriculture, l’activité économique enregistrerait une baisse de 4,6% au troisième trimestre 2020, en variation annuelle, au lieu d’une hausse de 2,4% la même période de l’année précédente.

Il est à souligner que ces prévisions restent sujettes à des révisions plus ou moins importantes au fur et à mesure de la publication de nouvelles données, dans un contexte empreint de fortes incertitudes quant à la durée de l’état d’urgence sanitaire et des restrictions aux déplacements entre les villes, mais également quant à l'ampleur de l'impact des programmes de dépenses publiques et des mesures de soutien à l'économie nationale.